

CONSTRUIRE DES PONTS POUR L'AVENIR

RAPPORT D'UNE SÉANCE DE CONSULTATION DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE NOIRE D'OTTAWA ORGANISÉE PAR L'HONORABLE MAURIL BÉLANGER, DÉPUTÉ OTTAWA-VANIER TENUE AU PATRO D'OTTAWA LE 24 AVRIL 2004.

Cette séance de consultation faisait suite à une première rencontre qui a eu lieu le 26 mars 2004 à Ottawa et dont le thème était *Le renforcement du dialogue entre les élus et les membres des communautés francophone noire d'Ottawa*. Un comité d'appui et d'encadrement avait été mis sur pieds à cette occasion. Il s'agissait des personnes suivantes :

- Maryan Bile;
- Farhna Hassan;
- Jocelyne Constant;
- Camélia Moun;
- Pasteur Beaudouin;
- Eugène Omboli

Le comité d'appui a suggéré la tenue d'une deuxième rencontre élargie pour un examen plus approfondi des solutions aux principaux défis identifiés le 26 mars auxquels font face les membres de la communauté francophone noire d'Ottawa. Il s'agissait en particulier de trois défis, soit :

- la délinquance juvénile ;
- l'employabilité ;
- la reconnaissance des acquis et des diplômes ;

La séance sous le thème *Construire des ponts pour l'avenir* a débuté à 9h et s'est terminée à 15 h.

Ce forum a regroupé environ soixante participants (voir la liste en annexe) et a donné l'occasion d'échanger sur les thèmes prioritaires identifiés le 26 mars:

- la reconnaissance des acquis et des diplômes;
- la délinquance juvénile;
- l'employabilité.

Deux invités spéciaux ont ouvert le forum.

Présentation de Hedy Fry, M.D., membre du Parlement, comté Vancouver-Centre, Secrétaire parlementaire de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration particulièrement chargée des titres de compétences étrangers

Madame Hedy a souligné les points suivants :

- le gouvernement du Canada a défini la question de la reconnaissance des acquis comme non seulement l'une de ses priorités, mais également comme un enjeu majeur pour l'avenir du pays;
- le gouvernement du Canada travaille avec les provinces parce que la question de la reconnaissance des diplômes relève des juridictions provinciales;
- l'établissement économique des immigrants comporte plusieurs enjeux en plus de la reconnaissance des diplômes, dont celui de la connaissance des langues; tous les organismes du gouvernement fédéral (DRHC, Santé Canada, le porte-feuille d'Industrie Canada) doivent travailler ensemble avec le secteur privé pour trouver des solutions à ces questions;
- il nous faut des communautés fortes et une approche pancanadienne qui s'articule autour de cinq axes dont l'accessibilité, l'équité, la cohérence, la transparence et la rigueur.

Présentation de l'honorable Madeleine Meilleur, député provincial d'Ottawa-Vanier, Ministre de la culture et Ministre délégué aux Affaires francophones

Madame Meilleur a souligné les points suivants :

- le thème *Construire des ponts pour l'avenir* est approprié, car le gouvernement de l'Ontario travaille déploie de nombreux efforts pour trouver des solutions aux questions qui touchent l'immigration, surtout que chaque année cette province accueille une grande proportion d'immigrants qui s'installent au Canada;
- le gouvernement de l'Ontario est également engagé à créer des bonnes relations avec le gouvernement fédéral et des négociations sont en cours pour une politique ontarienne d'immigration;
- l'Ontario a quatre mille (4000) médecins formés à l'étranger et qui n'ont présentement pas de travail. Le gouvernement est conscient et y travaille pour corriger la situation.

Les présentations des différentes personnes invitées suivies des discussions en plénière ont également permis d'explorer des solutions aux défis ci-haut mentionnés.

René Ouellet du bureau de l'honorable Judy Sgro, Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

Monsieur Ouellet a lu une note pour remercier et féliciter Monsieur Mauril Bélanger pour avoir pris l'initiative d'organiser cette consultation. Il a ensuite fait noter que le ministère reconnaît l'existence des obstacles reliés à l'emploi et à l'intégration, et que plusieurs initiatives sont en cours d'étude pour y remédier.

LA DELINQUANCE JUVENILE

Présentation de Louise Logue, Coordonnatrice de l'intervention auprès des jeunes, police d'Ottawa

Faits saillants :

- les services de police d'Ottawa ont développé une unité section jeunesse. Les policiers sont outillés pour être capables d'identifier un jeune contrevenant ou potentiellement délinquant;
- il existe un projet d'intervention précoce qui invite les parents à s'engager avec les polices pour développer le système de soutien parental;
- 87% des jeunes contrevenants de 12 à 17 ans ont des problèmes d'abus de substances et d'alcool;
- la police travaille de très près avec les parents et leur donne de la formation pour qu'ils soient capables d'identifier les signes précurseurs de la délinquance auprès des enfants;
- un travail particulier est fait avec les jeunes somaliens et autochtones pour les aider à réduire le risque de la délinquance;
- un membre de leur équipe reçoit en moyenne quarante (40) à soixante (60) appels par jour pour des problèmes reliés aux jeunes;

Intervention du sergent Jean Lamothe de la police d'Ottawa

Faits saillants :

- le manque de services pour les jeunes est l'un des facteurs déterminants de la délinquance juvénile, surtout dans la Basse-ville;
- York public School a reçu du financement pour implanter des équipements de ballon-panier pouvant occuper les jeunes;
- les services policiers de la Basse-ville avaient identifié quatre (4) jeunes filles âgées de moins de treize (13) ans, confrontées aux problèmes de la prostitution et de drogue;
- le Centre Rideau est un carrefour de vente et d'achat de drogue ; les policiers connaissent les jeunes du quartier par leur petit nom ; il y a beaucoup de jeunes qui viennent d'ailleurs et n'acceptent pas de collaborer ; les policiers du quartier alors exercent des influences pour les induire à retourner chez eux ;

Le sergent Lamothe a conclu en rassurant les participants de la disponibilité des services de police pour des programmes et services qui pourront être développés.

Présentation de Dibeth Carton, Intervenant au nom du comité pour l'intégration de la jeunesse franco-somalienne et du Regroupement ethnoculturel des parents francophones de l'Ontario (REPFO)

Faits saillants :

- depuis quelques années, le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) fait un excellent travail en redoublant d'initiatives pour faciliter l'intégration des jeunes;
- au sein de la communauté, il manque d'infrastructure et de financement qui pourrait apporter de l'aide et de l'appui nécessaire aux jeunes;
- les chiffres obtenus du CEPEO indiquent que 1 025 élèves dont 581 à l'élémentaire et 444 au secondaire sont identifiés dans les programmes de l'enfance en difficulté; les parents immigrants croient qu'un nombre important de ces élèves sont des enfants d'immigrants;
- l'expérience démontre que les difficultés d'apprentissage de ces enfants tout au long de leurs études représentent l'un des éléments déclencheurs de la délinquance juvénile. Les autres éléments étant le quartier, les amis, la pauvreté et surtout le manque d'un appui adéquat;
- lors du dernier forum du Comité pour l'intégration de la jeunesse franco-somalienne du 15 décembre, il a été confirmé que 41 jeunes somaliens sont dans en détention et, en plus, 121 jeunes somaliens ont des casiers judiciaires avec la justice;
- aujourd'hui, d'après les données du bureau des services à la jeunesse, sur 140 jeunes en détention, 85% sont des immigrants et, de ce pourcentage, 80% sont des somaliens. En date de mars 2004, 170 jeunes somaliens avaient des problèmes sérieux avec la justice;
- vu, l'urgence de la situation, le Comité pour l'intégration de la jeunesse franco-somalienne s'est réuni le 13 avril 2004 et a adopté deux propositions:
 - ▶ Que le comité procède à une étude formelle, académique et professionnel pour définir les causes de la délinquance juvénile au sein de la communauté franco-somalienne.
 - ▶ Que le REPFO en partenariat avec Le PATRO d'Ottawa mettent sur pieds un projet innovateur pour l'insertion sociale des jeunes en probation.

Solutions issues des discussions à la suite des présentations sur la délinquance

Les gens en plénière ont noté diverses initiatives pouvant remédier à cette situation. Ces initiatives peuvent être résumées dans les quatre points suivants :

- Initier une étude approfondie pour identifier les facteurs déterminants de la délinquance juvénile pour l'ensemble de la communauté noire francophone à Ottawa ;

- Implanter des structures multiples pour desservir les jeunes en manque de services;
- Impliquer les jeunes qui font parties de la solution et qui doivent participer à l'élaboration des stratégies ;
- éliminer purement et simplement les dettes d'étudiants accumulées des immigrants qui ne peuvent les rembourser à cause du chômage chronique.

Faits saillants des échanges

Les points suivants ont été soulignés lors des échanges.

Il faut éviter la confusion de croire qu'il y a un seul modèle. Il y a plutôt des solutions internes et externes. Ces jeunes souffrent d'une marginalisation socio-économique importante et nous avons besoin des structures internes à la communauté et être à même de se prendre en main.

Il faut des structures qui regroupent les membres de la communauté, la police et la communauté d'accueil et, travailler ensemble avec les jeunes et les familles.

Des comités des jeunes pourront y être mis en place, car leur participation dans le processus est un élément essentiel.

Il faut répertorier les études antérieures sur la délinquance et vérifier ce qui a déjà été fait à propos.

Les membres de la communauté qui ont réussi doivent jouer un rôle plus pro-actif dans les écoles en parlant de leur expérience. Ils serviront ainsi de modèle.

Si les enfants sont de plus en plus confrontés au problème de la délinquance, c'est aussi par la faute des parents. Mais, ce n'est pas le manque de temps matériel qui cause problème pour les parents. C'est plutôt le manque de temps mental. Les parents sont non seulement aux prises avec le chômage chronique mais, surtout, ils sont écrasés par des dettes accumulées aux études qu'ils ont dû refaire au Canada.

EMPLOYABILITE

Présentation de Suzanne Gagnon, Gestionnaire, Emplois et relations communautaires, ville d'Ottawa

Faits saillants :

- dans le cadre du programme Ontario au travail, la ville d'Ottawa accorde dix huit mille (18 000) prestations d'assistance sociales, ce qui représente environ quarante mille (40 000) personnes. De ce chiffre, 46% sont des nouveaux canadiens. Un grand nombre de ces nouveaux canadiens vient de la Chine (14%) et de la Somalie (6%);
- par ailleurs, 55% des nouveaux arrivants sont éduqués et ont soit un Baccalauréat, une Maîtrise ou un Doctorat. De ce pourcentage, 44% ont une éducation en science

physique, ingénierie ou ont un métier. 19% parlent anglais contre 3% de francophones et 16% bilingues;

- en partenariat avec Développement des compétences Canada, World Skills et le Centre catholique pour immigrants, une étude a été menée pour identifier les ressources francophones disponibles;
- à la suite de cela, un partenariat a été établi avec l'Université Queens à Kingston (Ontario) pour un programme de formation additionnelle offert aux immigrants formés en enseignement à l'extérieur du pays. Des trente (30) premiers candidats, seize (16) ont trouvé de l'emploi. En réponse à une question, madame Gagnon a indiqué que l'Université d'Ottawa avait décliné de participer à ce projet.

Présentation du Pasteur Oscar Boloko, membre de la communauté

Le Pasteur Boloko a énuméré les barrières auxquelles font face les membres de la communauté francophone noire selon sa perspective et a indiqué quelques pistes de solution:

- Les principales barrières sont : l'expérience canadienne; les dettes d'études impayées et le mauvais dossier de crédit à cause des dettes accumulées d'études.
- À propos des solutions, le Pasteur Boloko a mentionné: la mise en place d'une structure qui va regrouper les communautés francophones noires; l'adoption d'une nouvelle politique au niveau de tous les paliers gouvernementaux et l'instauration d'un dialogue permanent pour parler des barrières systémiques.

Solutions issues des discussions à la suite des présentations sur l'employabilité.

Les gens en plénière ont noté diverses initiatives pouvant remédier à cette situation. Ces initiatives peuvent être résumées dans les quatre points suivants:

- Créer un commissariat en matière d'égalité des chances et apporter des changements nécessaires à la Loi d'équité en matière d'emploi;
- Accorder un financement substantiel aux organismes de la communauté qui oeuvrent dans les domaines économiques et d'employabilité et soutenir politiquement l'ensemble de la communauté francophone noire;
- Instaurer un fond d'investissement du genre Mathieu D'Acosta à Montréal pour aider les immigrants à avoir accès au financement qu'ils ne peuvent obtenir dans les réseaux de financement conventionnel;
- Sensibiliser la communauté francophone de souche sur les profonds changements socio-démographiques au sein même de la communauté francophone hors Québec.

Faits saillants des échanges

Les points suivants ont été soulignés lors des échanges.

Les communautés francophone et anglophone noires doivent développer un esprit d'entrepreneurship et se lancer en affaires.

Le financement de programmes est très limité pour l'ensemble des organismes de la communauté francophone noire.

Les organismes franco-ontariens doivent s'ouvrir plus et doubler d'effort en accordant des emplois aux membres de la communauté francophone noire.

Il faut faire des constats et savoir qu'à court terme, il est difficile de faire des changements en matière d'emploi. Par contre, des changements de mentalité peuvent être entrepris pour s'attaquer à l'entrepreneuriat pour que ceux qui n'ont pas la possibilité de trouver de l'emploi puissent être initiés aux affaires.

Il est important que les représentants des institutions financières puissent prendre part à ce genre de rencontre pour leur permettre de comprendre les enjeux;

Nous devons d'abord établir des vrais ponts au sein même de notre communauté. Par conséquent, cela aura pour effet de rendre encore plus solide celui que nous souhaitons établir avec les gouvernements.

Le Premier Ministre pourra recevoir la communauté francophone noire pour évoquer toutes ses problématiques et solutions qui ont fait l'objet des discussions d'aujourd'hui comme il l'a fait pour les Premières Nations récemment.

RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Présentation de Jean Séguin, Directeur, Citoyenneté et immigration Canada, Initiatives spéciales et partenariats

Faits saillants :

- les difficultés d'employabilité pour les immigrants sont connues par le Ministère, les solutions seront complexes;
- un bon nombre d'initiatives sont en marche pour adresser cette situation; les éléments de solution doivent être équitables pour tous et doivent interpeller les ordres professionnels et les universités;
- deux ministères clés doivent jouer un rôle majeur : Patrimoine Canada pour mener des campagnes de sensibilisation contre la discrimination et Industrie Canada pour des campagnes de sensibilisation auprès des employeurs;
- le Comité national d'immigration développe une stratégie afin d'augmenter le nombre d'immigrants francophones hors Québec;
- le Canada doit régler ce problème qui a un impact sérieux sur son avenir.

Présentation de Séverin N'Dema-Moussa, Phd, membre de la communauté

Faits saillants :

- au lieu d'imposer des formations parfois inutiles à certains immigrants qui ont des expériences prouvées dans leur domaine d'expertise, il suffirait de développer un modèle de formation complémentaire donnant l'essentiel nécessaire pour permettre aux immigrants qualifiés d'être fonctionnels dans l'immédiat.
- Il faudrait passer des contrats de formation avec les institutions francophones;
- les institutions habilitées devraient se doter de mécanismes d'évaluation fiables et informer les évaluateurs sur les systèmes d'études des pays d'où proviennent les immigrants; il est important en terme de crédibilité de protéger la santé et la sécurité des citoyens ;
- pour valider les compétences des immigrants une fois arrivés au Canada, Il faut vérifier à la source la validité des postes de responsabilité de ces derniers;
- la reconnaissance des acquis pose un problème de volonté politique; vu les normes et les pratiques d'évaluation, selon que l'on vient d'un pays francophone ou anglophone, l'expérience nous montre qu'il est plus facile de reconnaître les diplômes des pays anglophones du Commonwealth que ceux des pays francophones; cela s'applique pour tous les immigrants parlant le français;
- en somme il faut prévoir deux démarches, une concernant les gradués d'institutions françaises et l'autre concernant les minorités visibles;

Solution issue des discussions à la suite des présentations sur la reconnaissance des acquis et des diplômes :

Les gens en plénière ont noté diverses initiatives pouvant remédier à cette situation. Ces initiatives peuvent être résumées dans les deux points suivants :

- Il ne faut pas réinventer la roue. Le rapport Caplan de 1987 a abordé cette question. Il s'agit de poursuivre le travail amorcé depuis ce temps.
- Il faut développer des modèles de formation complémentaire pour les francophones et les minorités visibles qui donnent l'essentiel de ce qu'il faut pour permettre à aux immigrants qualifiés d'être fonctionnels dans l'immédiat.

Faits saillants des échanges

Les points suivants ont été soulignés lors des échanges.

La reconnaissance des acquis n'est qu'une excuse parce qu'il y a des immigrants diplômés d'universités canadiennes et qui sont exactement dans la même situation que ceux qui ont fait leurs études à l'extérieur.

Pourquoi sommes-nous acceptés comme ingénieurs à la frontière et arrivé dans le pays nous ne le sommes plus?

Il y a un rapport qui date de 1987 sur la reconnaissance des acquis et qui n'a plus jamais été évoqué depuis. Est-ce que le comité actuel connaît l'existence de ce document? Si oui quels sont les résultats?

Ce rapport était celui du gouvernement Libéral d'avant les Conservateurs. Quand ces derniers sont arrivés, ils l'ont mis de côté. Maintenant qu'il y a de nouveau un gouvernement Libéral en Ontario, ils vont sûrement y revenir.

A propos de la reconnaissance des acquis, les gouvernements de l'Ontario et celui du Québec viennent de s'entendre pour s'assurer qu'il n'y est pas des incitations pour appauvrir l'une ou l'autre province.

Nous n'avons pas un problème de reconnaissance des acquis au CEPEO et quand nous parlons de communauté nous pensons plutôt à une seule communauté francophone pour identifier les mêmes solutions.

Au CEPEO nous avons une classe d'accueil et nous avons embauché du personnel supplémentaire. Nous sommes entrain de modifier notre politique d'embauche et notre but est de doubler le nombre d'enseignants.

Nous avons également au CEPEO un projet de guichet unique pour l'offre de services aux membres et surtout aux nouveaux arrivants;

Un mécanisme d'identification des décrocheurs potentiels est également disponible mais nous avons besoin de l'appui de la communauté pour atteindre nos objectifs.

Plénière de conclusion

Vingt personnes ont pris la parole durant la plénière de conclusion. Les interventions permettent de dégager les thèmes suivants :

- construire des ponts entre les communautés immigrantes noires; construire les stratégies collectives et augmenter la confiance entre les communautés; établir une table de concertation ou un groupe interlocuteur;
- s'encourager dans des petits projets à succès;
- sensibiliser la communauté franco-ontarienne concernant les réalités des immigrants;
- s'attaquer à l'entrepreneuriat en plus de l'employabilité;
- prévoir des solutions court terme et des solutions à long terme en différenciant le souhaitable du possible;
- effectuer les études nécessaires pour bien comprendre l'état des lieux des communautés à Ottawa;
- tenir d'autres forums du genre, mais par thèmes précis;
- tenir compte de la situation de la femme immigrante francophone dans les affaires;

Commentaires de conclusion de Mauril Bélanger

Pour conclure la séance, monsieur Bélanger a remercié les participantes et participants et a exprimé les idées suivantes :

- *La communauté francophone s'est battue fort pour qu'elle puisse avoir les mêmes droits que les anglophones et, cela a pris des années. Il a fallu plus de quinze (15) ans pour faire respecter l'article 23 de la Charte des droits et libertés.*
- *Le Canada est une terre d'accueil qui reçoit quelque deux cents (200 000) à trois cent mille (300 000) immigrants par an. De ceux-ci environ 90% sont ou deviennent anglophones au détriment du poids démographique proportionnel des francophones du Canada. Ceci mènera éventuellement à une polarisation du Canada où le Québec deviendra plus francophone et les autres provinces et territoires plus anglophones.*
- *L'immigration francophone à l'extérieur du Québec est une nécessité pour contrecarrer cette tendance. Nous avons besoin d'une conscientisation des gouvernements et d'une cohésion entre la communauté d'accueil et les immigrants à cet égard.*
- *Je crois qu'il faut une meilleure cohésion dans la francophonie canadienne. Je m'engage à fournir plus d'efforts pour établir un meilleur rapprochement entre les communautés de souche et les immigrants de langue française.*
- *Je vois un autre forum de ce genre dans une année. Entre-temps, je crois qu'il serait important d'organiser entre 8 à 10 petits forums autour de thèmes précis, au rythme de un par mois. Des gens de diverses institutions seraient invités à faire une présentation sur un sujet donné et à discuter avec les membres de la communauté. Voici des exemples : le recteur de l'Université d'Ottawa, la présidente de la Cité Collégiale, les caisses populaires, la société de logement, la police, les conseils scolaires, les conseillers municipaux, ainsi de suite.*
- *Je crois qu'à la suite de tout ce qui s'est dit aujourd'hui, il sera primordial que vous puissiez constituer une table de concertation afin d'orienter plus efficacement vos actions.*

Conclusion et suivi

En réponse à l'appel du Mauril Bélanger, les participantes et participants ont décidé de renforcer le comité d'appui et d'encadrement afin de constituer le noyau de la table de concertation. Aux premiers six membres du comité constitué de:

1. Bile, Maryan;
2. Boloko, Pasteur Oscar;
3. Constant, Jocelyne;
4. Hassan, Farhnan;
5. Moun, Camélia;
6. Omboli, Eugène

Se sont ajoutés :

7. André, Joseph Alphonse
8. Bastien, F. Bénito
9. Brereton, Sonia
10. Cirondeye, Régine
11. Essindi, Patrice
12. Magunira, Françoise
13. Minga, Lucie
14. Ndema-Moussa, Séverin
15. Body, Ngoy
16. Onokono, Jeanne
17. Nlombi, Kibi Dieudonné

Présences à la rencontre

	NOMS	ORGANISMES	TÉLÉPHONES	COURRIELS
1	ABDILLAHI AMINA	Communauté francophone	613-523-0393	amina00@yahoo.ca
2	ALEC	Bureau de l'honorable Hedy Fry	613-992-3213	fryh@parl.gc.ca
3	ALEXIS NICOLE	Regroupement Ethnoculturel Afro-francophone	613-744-4736	reaf@bellnet.ca
4	ALI HASSAN ABDURAHMAN	Coopérative des parents ethnoculturels de l'Ontario	613-741-2046	rashid_ali_ait@hotmail.com
5	ANDRÉ JOSEPH ALPHONSE	Regroupement Ethnoculturel Afro-francophone	613-744-3229	lawandre@bellnet.ca
6	AZANGI OLARD	Réseau Canado-Cogolais des Affaires	613-248-0784	reccaong@yahoo.com
7	BACHIR NASSIM	T-Eiffel Language Consulting	613-733-8967	o.nassim@sympatico.ca
8	BAKA	Centre Catholique pour immigrants	613-232-9634	baka@cic.ca
9	BASTIEN F. BÉNITO	Centre des services communautaires de Vanier	613-744-2892	bbastien@cscvanier.com
10	BÉLANGER MAURIL	Député		
11	BILE MARYAN	Centre d'Intégration, de Formation et de Développement Économique	613-569-2456	maryanbile@cifode.ca
12	BISSON RONALD	Ronald Bisson & Associé.e.s, animation de la rencontre et rédaction du rapport.	613-596-6004	ronaldb@bisson.ca
13	BOLOKO OSCAR	Diaspora congolaise du Canada	613-789-8483	oscar.boloko@dc-church.org
14	BOUH ASSOWEH ISMAIL	Regroupement des parents francophones de l'Ontario	613-526-4792	
15	BOUH OMAR ABDILLAHI	Regroupement des parents francophones de l'Ontario	613-249-9081	abbouh@hotmail.com
16	BRERGTON SONIA	Consultante	613-841-1092	sonmaj@sympatico.ca
17	CARRIÈRE ANTOINE	Chambre Économique de l'Ontario	613-740-9900	acarriere@ceo-on.com
18	CARSON BOB BETH	Education w/out Boundaries	613-599-4408	b.Carson@ewbweb.org
19	CARTON DIBETH	Regroupement des parents francophones de l'Ontario	613-260-2970	dibethcarton@yahoo.com
20	CHAROU GERMAINE	Consultante	613-744-0700	germainecharou@rogers.com
21	CIREDECK FLORENCE	Indépendante	613-298-4567	fciredeck@hotmail.com
22	CIRONDEYE RÉGINE	Consultante	613-248-1695	reginecirondeye@hotmail.com
23	CONSTANT JOCELYNE	Consultante	613-744-0166	jconstant.is@rogers.com
24	DADJO PIERRE	Conseil Économique et Social d'Ottawa Carleton	613-248-1343	dgcesoc@rogers.com
25	ESSINDI PATRICE	Consultant	613-263-5465	Patrice_essindi@yahoo.ca
26	EYABA ROCK JACKSON	Réseau Canado-Cogolais des Affaires	613-260-8474	cleyaba@yahoo.com
27	GABIKINI JEAN-DENIS	Consultant, Ronald Bisson & Associé.e.s. Organisation de la rencontre et rapporteur	613-521-9743	jeandenis@bisson.ca
28	GAGNON JEAN-PAUL	Fondation Trillium	613-239-0680	jpgagnon@trilliumfondation.org
29	GAGNON SUZANNE	Ville d'Ottawa	613-560-0618	suzanne.gagnon@ottawa.ca
30	GAUVIN RACHEL	Patrimoine canadien	613-995-9663	rachel_gauvin@pch.gc.ca
31	GODBOUT MARC	Candidat Libéral – Ottawa Orléans	613-590-0999	marcgodbout@rogers.com
32	HASSAN FARHAN	Regroupement des parents francophones de l'Ontario	613-282-01-96	repfo@rogers.com
33	HASSAN KALTOUM	Communauté francophone	613-747-2747	kaltoum36@hotmail.com

	NOMS	ORGANISMES	TÉLÉPHONES	COURRIELS
34	KANE MAMADOU	Indépendant	613-721-1479	Kanem64@hotmail.com
35	KAYOLO ARMAND	CRC Overbrook-Forbes	613-745-0073	armand.kayolo@ofcrc.org
36	LAMOTHE JEAN	Police d'Ottawa	613-236-1222	Lamothej@ottawapolice.ca
37	LOGUE LOUISE	Police d'Ottawa	613-236-1222	loguel@ottawapolice.ca
38	LOUIS-JEUNE SANDRA	Association multiculturelles des femmes du Parti Libéral	613-946-2338	Sandra_louisjeune@hc-sc.gc.ca
39	MAGUNIRA FRANÇOISE	Centre d'Intégration, de Formation et de Développement Économique	613-569-2456	info@cifode.ca
40	MALOW OMAR	Congrès somalien Mondial	613-321-6661	omarmalow@yahoo.fr
41	MAPASSA LEON	RECCA	613-265-0519	reccaong@yahoo.ca
42	MAVULA KIKWE	Mutuelle Kikanda	613-247-1407	fmavula@hotmail.com
43	McCONVILLE BRUCE	Candidat municipal	613-746-1311	bmcccon@magma.ca
44	MEILLEUR MADELEINE	Ministre, Gouvernement de l'Ontario	613-744-4484	
45	MINGA LUCIE	Centre africain de développement international	613-565-7818	caadilucie@hotmail.com
46	NADEAU RÉJEAN	Association francophone des municipalités de l'Ontario	613-749-8546	Afmo@on.aibn.com
47	NAWEJ ALAIN	CACACO	613-737-9121	sergenambaz@yahoo.ca
48	NDAYISHIMIYE MÉDIC	Santé Canada	613-271-7449	medic_ndayishimiye@hc-sc.gc.ca
49	NDEMA-MOUSSA SÉVERIN	Conseil pour l'Intégration des Francophones-minorité raciales	613-736-4018	lawyer@ndemba-moussalaw.ca
50	NGOY-BODY	CPAC-mrf, Intervenant Communautaire	613-324-9767	bodyngoy@hotmail.com
51	NIYONGERE NADINE	Pharmacienne	613-820-0533	niyondina@yahoo.fr
52	NLOMBI KIBI DIEUDONNÉ	Initiative en développement durable	613-841-1119	nlombi.kibi@bf.refer.org
53	OMBOLI EUGÈNE	Réseau Canado-Cogolais des Affaires	613-995-3051	promotech99@yahoo.com
54	ONOKOKO JEANNE	Femmes expertise	613-841-1119	femmes-expertise@sympatico.ca
55	PAQUETTE CLOVIS	Conseil des écoles catholiques de langue française	613-744-2555	paquec@ceclf.edu.on.ca
56	PATTERSON HENRY	Bureau de l'Hon. Mauril Bélanger	613-952-4973	Henry.Patterson@pco-bcp.gc.ca
57	PICHER JEAN-FRANÇOIS	Conseil des Écoles publiques de l'Est de l'Ontario	613-742-8960	jean-francois.picher@cepeo.on.ca
58	PIERRE CLAUDE-XAVIER	Indépendant	613-291-8706	
59	ROUKYA ABDI ADEN	Fcfa du Canada	613-241-7600	roukya@fcfa.franco.ca
60	SAVARD LINDA	Chambre Économique de l'Ontario	613-740-9900	lsavard@ceo-on.com
61	SÉGIN JEAN	Direction de l'Intégration, Ministère de la citoyenneté et de l'Immigration Canada.		
62	TELUS JEAN-BAPTISTE	Centre Catholique pour Immigrants	613-232-9634	Tjean-baptiste@cscvanier.com
63	THOMAS MARYSE	Orthophoniste	613-770-0622	mthomas@storm.ca
64	OUELLET, RENÉ	Bureau du Ministre de la citoyenneté et de l'Immigration Canada.		